
**ÉTUDE DES CRÉDITS
2015-2016**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU
TERRITOIRE**

PROGRAMME 7 - HABITATION

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

N°	Titre	Page
1.	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2014-2015, indiquer: a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	1
2.	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2014-2015. Indiquer: a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	13
3.	Sommes dépensées en 2014-2015 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	15
4.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2014-2015, en indiquant pour chacun: a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.	17
5.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère (MTQ et CGER) en 2014-2015 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	19
6.	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2013-2014, 2013-2014, (SIC) 2014-2015 et prévision pour 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.	21
7.	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2014-2015, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	23

N°	Titre	Page
8.	Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2014-2015 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. Indiquer le nombre total d'avis demandés par le ministère.	25
9.	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2014-2015. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	27
10.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2014-2015.	29
11.	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	31
12.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2014-2015 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.	33
13.	Pour 2014-2015, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	35
14.	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2014-2015 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux affaires publiques; b) le montant dépensé par le département des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.	37

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2014-2015,
INDIQUER :

A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS
OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION ;

Corps d'emplois	Nombre d'employés au 5 mars 2015		Minimum-maximum de l'échelle de traitement au 1 ^{er} avril 2014
	réguliers	occasionnels ⁽¹⁾	
100 - Conseillers en gestion des ressources humaines - grade I	4	0	53 187 \$ - 75 538 \$
102 - Agents de développement industriel	0	0	39 843 \$ - 75 538 \$
103 - Agents de gestion financière	3	0	39 176 \$ - 72 131 \$
104 - Agents d'information	11	2	39 843 \$ - 75 538 \$
105 - Agents de recherche et de planification socio-économique	136	3	39 843 \$ - 75 538 \$
108 - Analystes en informatique et procédés administratifs	34	0	40 557 \$ - 74 895 \$
109 - Architectes	5	0	46 270 \$ - 75 538 \$
112 - Bibliothécaires	2	1	40 617 \$ - 74 784 \$
115 - Avocats et notaires	8	2	53 310 \$ - 107 471 \$
132 - Agents d'évaluation foncière	1	0	39 843 \$ - 75 538 \$
133 - Conseillers en affaires internationales	3	0	39 843 \$ - 75 538 \$
186 - Ingénieurs	10	1	49 443 \$ - 81 695 \$
200 - Agents de bureau	5	1	32 654 \$ - 40 014 \$
214 - Agent d'aide socio-économique	2	0	37 129 \$ - 52 031 \$
217 - Bibliothécaires	2	0	33 476 \$ - 49 785 \$
221 - Agents de secrétariat	22	0	33 001 \$ - 41 822 \$
249 - Préposés aux renseignements	1	3	34 535 \$ - 43 667 \$
260 - Technicien en évaluation foncière	1	0	32 435 \$ - 48 634 \$
263 - Techniciens travaux publics	8	0	35 065 \$ - 49 054 \$
264 - Techniciens en administration	54	1	33 168 \$ - 49 785 \$
265 - Techniciens en arts appliqués et graphiques	1	0	35 065 \$ - 49 054 \$
272 - Techniciens en informatique	4	0	36 654 \$ - 52 289 \$
273 - Techniciens en mécanique du bâtiment	0	0	35 065 \$ - 49 054 \$
283 - Techniciens en droit	2	0	32 435 \$ - 48 634 \$
433 - Manutentionnaire	1	0	17,22\$ / heure ⁽²⁾
630 - Cadres 2	2	0	105 021 \$ - 127 857 \$
630 - Cadres 3	8	0	93 727 \$ - 114 103 \$
630 - Cadres 4	7	0	83 640 \$ - 101 827 \$
630 - Cadres 5	2	0	73 418 \$ - 90 873 \$
640 - Cadres juridiques	1	0	126 398 \$ - 152 284 \$ ⁽³⁾
825 - Dirigeant d'organisme	1	0	Déterminé par décret
826 - Membres de direction	3	0	Déterminé par décret
TOTAL	344	14	

⁽¹⁾ Excluant les étudiants et les stagiaires

⁽²⁾ 38^{3/4} heures travaillées par semaine

⁽³⁾ Classe 2

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gaëlle André-Lescop

Stéphanie Beauregard, jusqu'au 21 janvier 2015

Fabien Courmoyer

André Des Rochers, jusqu'au 28 janvier 2015

Ginette Fortin, présidente du conseil d'administration jusqu'au 28 janvier 2015

Michel Gagnon, président-directeur général depuis le 11 septembre 2014

Stéphane Grenier, jusqu'au 22 janvier 2015

Charles Larochelle, président-directeur général jusqu'au 8 septembre 2014

Isabelle Pelletier depuis le 28 janvier 2015

Ève-Marie Rioux, jusqu'au 28 janvier 2015

Pierre Rivard, président du conseil d'administration depuis le 28 janvier 2015

Jasmine Sasseville, jusqu'au 8 janvier 2015

Marc Verreault depuis le 28 janvier 2015

À l'exception du PDG, les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés.

QUESTION 1 - B

**POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, INDIQUER :**

- B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR
MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE
DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET
LEUR CV**

Nom de la personne : Monsieur Michel Gagnon

Titre : Président-directeur général de la Société d'habitation du Québec

Date de début et de fin du mandat : 11 septembre 2014 au 10 septembre 2019

Traitement annuel : 179 120 \$

C. V. : voir l'annexe ci-jointe

Nom de la personne : Monsieur François Therrien

Titre : Vice-président au développement de l'habitation de la Société d'habitation du Québec

Date de début et de fin du mandat : 26 février 2015 au 25 février 2020

Traitement annuel : 107 266 \$

C. V. : voir l'annexe ci-jointe

Nom de la personne : Me Pierre Rivard

Titre : Président du conseil d'administration de la Société d'habitation du Québec

Date de début et de fin du mandat : 28 janvier 2015 au 28 janvier 2019

Traitement annuel : Aucun

C. V. : voir l'annexe ci-jointe

Nom de la personne : M. Marc Verreault

Titre : Membre du conseil d'administration de la Société d'habitation du Québec

Date de début et de fin du mandat : 28 janvier 2015 au 28 janvier 2019

Traitement annuel : Aucun

C. V. : voir l'annexe ci-jointe

Nom de la personne : Mme Isabelle Pelletier

Titre : Membre du conseil d'administration de la Société d'habitation du Québec

Date de début et de fin du mandat : 28 janvier 2015 au 28 janvier 2019

Traitement annuel : Aucun

C. V. : voir l'annexe ci-jointe

Premier ministre

Accueil Actualités Communiqués Septembre 2014 10 septembre 2014

GAGNON, Michel

Âge 58 ans

Formation

	Université Laval
1980 - 1981	Scolarité de relations industrielles (mineure)
	Université de Moncton
1978 - 1979	Scolarité de baccalauréat en sciences politiques (majeure)

Expérience professionnelle

	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Depuis 2014	Administrateur d'État affecté auprès du sous-ministre du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
2012 - 2014	Administrateur d'État affecté auprès de la présidente de la Commission de protection du territoire agricole du Québec
2012	Sous-ministre adjoint des pêches et de l'aquaculture commerciales et responsable de l'Institut de technologie agroalimentaire
	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
2011 - 2012	Sous-ministre adjoint
	Ministère de la Santé et des Services sociaux
2011	Administrateur d'État
	Corporation d'hébergement du Québec
2009 - 2011	Membre et président du conseil d'administration et président-directeur général
	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
2007 - 2009	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et au financement municipal
	Régie du bâtiment du Québec
2005 - 2007	Vice-président aux finances et à l'administration
2004 - 2005	Membre du conseil d'administration
	Cabinet du ministre de la Justice
2003 - 2004	Directeur de cabinet
	Secrétariat du Conseil du trésor
1998 - 2003	Conseiller socioéconomique à la Direction des politiques de marchés publics
	Industries F.D.S. inc.
1995 - 1998	Vice-président aux ventes et au marketing – Centre de service Nova

1993 - 1995	Commission des normes du travail
	Conseiller socioéconomique
1993	Société québécoise de récupération et de recyclage
	Vice-président à l'exploitation par intérim
	1991 - 1993
1990 - 1991	Chef de la gestion de la consigne
	Cabinet du ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries, à l'Alimentation et au Développement régional
	Conseiller politique

Mise en ligne : 10 septembre 2014

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [février 2015](#) 25 février 2015

THERRIEN, François

Âge 49 ans

Formation

1994	École nationale d'administration publique Maîtrise en administration publique (spécialisée en évaluation de programmes)
1991	Université Laval Baccalauréat ès sciences appliquées en bio-agronomie

Expérience professionnelle

Depuis 2014	Société d'habitation du Québec Directeur du Bureau de révision des programmes et de l'organisation du travail
2005 - 2014	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Adjoint principal au sous-ministre adjoint
2000 - 2005	Conseiller-expert en évaluation de programmes
2000 - 2001	École nationale d'administration publique Professeur en évaluation de programmes
1998	Professionnel de recherche
1997 - 1998	Attaché d'administration
1999 - 2000	Ministère de la Solidarité sociale Professionnel de recherche
1994 - 1997	Université Laval et École nationale d'administration publique Professionnel de recherche
1991 - 1992	Régie des assurances agricoles du Québec Agent évaluateur

Mise en ligne : 25 février 2015



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [janvier 2015](#) 28 janvier 2015

RIVARD, Pierre

Âge51 ans

Formation

	Membre du Barreau du Québec
	Université Laval
2013	Administrateur de sociétés certifié – Collège des administrateurs de sociétés
1987	Baccalauréat en science politique
	Université de Sherbrooke
1990	Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

	Rivard Fournier, avocats
Depuis 2005	Avocat
	Beauvais, Truchon & associés
2002 - 2005	Avocat
	Heenan Blaikie Aubut
1996 - 2002	Avocat

Mise en ligne : 28 janvier 2015



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [janvier 2015](#) 28 janvier 2015

PELLETIER, Isabelle

Âge 40 ans

Formation

	Membre de la Chambre des notaires du Québec
	Université de Montréal
2001	Diplôme de droit notarial
	Université d'Ottawa
2000	Licence en droit
1997	Baccalauréat en administration des affaires

Expérience professionnelle

	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme & associés notaires inc.
Depuis 2011	Notaire associée
2002 - 2011	Notaire

Mise en ligne : 28 janvier 2015



Premier ministre

[Accueil](#)

[Actualités](#)

[Communiqués](#)

[janvier 2015](#)

28 janvier 2015

VERREAULT, Marc

Âge

58 ans

Formation

1984	Université Laval Scolarité en administration
1980	Institut des banquiers canadiens Certificat
1978	Cégep de Sainte-Foy Diplôme d'études collégiales en techniques administratives

Expérience professionnelle

Depuis 2011	Immeubles Marc Verreault inc. Président
2008 - 2011	Raymond Chabot Grant Thornton Directeur principal – Conseil en évaluation immobilière
2006 - 2008	Centre financier aux entreprises Desjardins de la Capitale Directeur – Développement aux entreprises
1992 - 2006	Caisse populaire Desjardins de Charlesbourg Directeur – Développement aux entreprises
1988 - 1992	Raymond, Chabot, Martin, Paré Consultant immobilier
1984 - 1988	Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec Analyste – Développement service aux entreprises
1981 - 1984	Analyste au crédit – Développement service aux entreprises
1978 - 1981	IAC ltée et Banque Continentale du Canada Analyste au crédit commercial

Mise en ligne : 28 janvier 2015

QUESTION 1 – C

**POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU
MINISTÈRE POUR 2014-2015, INDIQUER :**

**C) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE
REPRÉSENTATION**

	Dépenses 2014-2015¹ (en \$)
Frais de déplacement, de repas, de voyage	342 639,67 \$
Hébergement	102 457,83 \$
Repas	65 544,88 \$
Transport	174 636,96 \$
Frais de représentation	7 635,93 \$
	<hr/>
	350 275,60 \$

1. Les montants excluent les taxes et sont en date du 28 février 2015 (11 mois).

QUESTION 2

**LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES
D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT
PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT
AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015.**

Voir la réponse à la question 27 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION 3

SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

VENTILEZ SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES SOIT S'IL S'AGIT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU CSPQ)

Voir la réponse à la question 2 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION 4

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2014-2015, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- a) SON MANDAT ;**
- b) LA LISTE DES MEMBRES ;**
- c) LE BUDGET DÉPENSÉ ;**
- d) LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES ;**
- e) LES RÉSULTATS ATTEINTS.**

Cette question ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 5

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEURS AU MINISTÈRE EN 2014-2015 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

Cette question ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 6

VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSION DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES. VENTILATION PAR ANNÉE, PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES AINSI QUE PAR COMPRESSIONS RÉALISÉES ET À VENIR.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION 7

LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2014-2015, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER

Aucun sondage n'a été réalisé en 2014-2015.

QUESTION 8

LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2014-2015 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DEL'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION. INDIQUER LE NOMBRE TOTAL D'AVIS DEMANDÉS PAR LE MINISTÈRE.

Cette question ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 9**LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN TRADUCTION AVEC LE NOM DES FIRMES
RETENUES INCLUANT LES COÛTS POUR 2014-2015**

Firmes	Objet du contrat	Coûts en 2014-2015
Alpha traduction et interprétation inc.	Services professionnels de traduction en anglais d'un avis de résiliation d'un bail suite à l'attribution d'un logement à loyer modique.	104,00 \$
Un Mot d'Excellence inc.	Services professionnels de traduction en différentes langues telles que : français, anglais, espagnol, italien, etc. des documents de la SHQ comme d'un guide, des textes, des lettres, des dépliants, des programmes, d'une entente, des études, des rapports, des articles de presse, des communiqués de presse, des allocutions, des présentations PowerPoint, des messages publicitaires ainsi que des notes biographiques.	8 242,38 \$

QUESTION 10

**MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES POUR LA
LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS
EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS, EN 2014-2015.**

Voir la réponse à la question 17 des renseignements généraux.

QUESTION 11

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS
OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR L'ANNÉE 2014-2015 :**

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;**
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI
QUE LA VALEUR DE CES PRIX;**
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;**
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.**

- A) En 2014, la Société d'habitation du Québec a mis en place un concours visant à valoriser les réalisations d'habitations exemplaires et innovantes destinées aux aînés et intitulé « Prix Habitat novateur pour aînés ».
- B) Une plaque honorifique a été remise à chacun des deux lauréats ex aequo, soient à la Résidence La Liberté de Trois-Rivières et au Faubourg Jean-Marie-Vianney. Le coût de la plaque est de 64 \$ pour un total de 128 \$ pour les deux plaques.
- C) Le concours était ouvert aux coopératives d'habitation, aux organismes sans but lucratif d'habitation et aux promoteurs privés. L'objectif était de faire valoir les meilleures pratiques existantes et d'encourager de nouvelles pratiques innovantes en matière de conception et d'exploitation d'habitations destinées aux aînés.
- D) Aucun.

QUESTION 12

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT,
CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION,
FOURNIR POUR L'ANNÉE 2014-2015 :**

- **LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;**
- **LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;**
- **LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;**
- **LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;**
- **LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.**

Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation n'a été faite par la Société d'habitation du Québec pendant la période visée.

QUESTION 13

POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION

Cette question ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 14

**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS
OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR L'ANNÉE 2014-2015 :**

- A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX
AFFAIRES PUBLIQUES;**
- B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES;**
- C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS
AUX AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES
PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.**

- A) Une agente d'information a été affectée aux affaires publiques;
- B) Le montant dépensé aux affaires publiques représente 33 355,76 \$;
- C) Aucune rencontre n'a été faite avec d'autres instances ou organismes publics concernant le secteur des affaires publiques.

